

Le centenaire de la Déclaration Balfour

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

Quand on veut falsifier l'histoire, on accuse des éléments extérieurs de tous les malheurs sans jamais avoir à se responsabiliser le moindrement. C'est le ton de certains articles de presse tendancieux relatifs au centenaire de la déclaration Balfour, déclaration qui prévoyait la fondation d'un foyer national juif en Palestine.

Prétendre que la déclaration de Balfour est à la cause du conflit israélo-palestinien est insensé, puisque celle-ci reconnaissait les droits inaliénables du peuple juif sans pour autant disqualifier les droits et libertés des habitants arabes venus s'installer sur ce territoire depuis des régions voisines gouvernées par les Ottomans. En fait, les fondateurs de l'État d'Israël ont formulé la déclaration d'indépendance dans le même esprit que la déclaration Balfour en affirmant que tous les citoyens, sans égard à la race, la religion ou le genre, jouiraient de droits égaux dans le nouvel État.

Ceux qui essaient de faire croire que le conflit au Moyen-Orient a débuté avec la Déclaration Balfour devraient peut-être s'attarder à la politique arabe du rejet pour identifier la racine de l'impasse actuelle, puisque ce sont les États arabes qui ont rejeté la proposition onusienne de partition de la Palestine mandataire britannique en deux États, l'un juif dans les régions où les Juifs formaient la majorité, l'autre arabe, là où les Arabes étaient majoritaires. De même ce sont les États arabes qui ont refusé de reconnaître l'indépendance d'Israël et son droit d'exister, ce qui a mené à la guerre de 1948 et à toutes les guerres qui ont suivi depuis.

Chercher à voir en la déclaration Balfour la cause de tous les maux, c'est aussi faire obstruction de tout le passé des Juifs minoritaires au sein des pays arabes : les

Juifs, les Kurdes ont souffert de persécutions récurrentes dans les pays arabes et les périodes d'accalmie dépendaient de la bonne volonté des souverains. Les Kabyles, les Coptes et bien d'autres minorités rêvent d'un statut d'autonomie et d'égalité qui les libérerait de la condition de soumis à laquelle ils ont été et sont toujours régis.

Au début du XXe siècle, l'Angleterre évinça la présence ottomane et la Palestine mandataire fut morcelée en ce qui constitue l'état actuel de Jordanie (60% de la Palestine mandataire), l'État actuel d'Israël ainsi que les territoires de Cisjordanie et de Gaza. Tant les Arabes que les Juifs jouèrent la carte britannique pour se libérer des Ottomans et la déclaration de Balfour eut l'assentiment du roi Fayçal d'Arabie.

La déclaration Balfour et la ratification internationale qui a suivi ont validé le sionisme comme l'expression légitime des droits inaliénables du peuple juif dans sa patrie historique. Elle proclama vigoureusement que le droit du peuple juif à l'autodétermination était historique et moralement valide. La présence juive en Terre sainte n'a pas attendu la déclaration de Balfour pour se concrétiser. Depuis le milieu du XIXe siècle, les Juifs ont constitué la majorité de la population de Jérusalem.

Rejeter la reconnaissance des droits nationaux du peuple juif par la communauté internationale revient à nier les droits historiques et ancestraux des Juifs à la terre d'Israël. L'opposition véhémente des Arabes à la déclaration de Balfour était et demeure tributaire d'une perception anhistorique des Juifs comme des étrangers sans liens à la terre d'Israël et sans droit d'y vivre en tant que peuple. Tant que les Palestiniens et les voisins d'Israël persisteront à nier les droits nationaux des Juifs, le conflit israélo-palestinien, hélas, continuera à échapper à toute résolution négociée qui fasse justice aux aspirations légitimes des peuples juif et palestinien.